

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMUEL ROCHE

ZI. du Bayon
Impasse René Varennes
42150 LA RICAMARIE

Références : [UID4243-EAR-23-031](#)

Code AIOT : 0006114904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement SAMUEL ROCHE implanté ZI. du Bayon Impasse René Varennes 42150 LA RICAMARIE. L'inspection a été annoncée le 06/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de cette inspection était le Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021, ainsi que l'information de l'exploitant de la sortie du BREF TXT auquel est soumise son activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMUEL ROCHE
- ZI. du Bayon Impasse René Varennes 42150 LA RICAMARIE
- Code AIOT : 0006114904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAMUEL ROCHE est spécialisée dans la production de sangles techniques (tissage et teinture).

L'installation est classée IED pour l'activité de teinture de fibres textiles. Le BREF TXT étant sorti en décembre 2022, l'exploitant est redevable d'un dossier de réexamen avant fin décembre 2023.

L'inspection a expliqué au responsable QSE les attendus d'un dossier de réexamen et d'un rapport de base. Les guides ont été évoqués et les sites internet de référence ont été donnés à l'occasion de cette inspection. Un point a également été fait sur les sanctions susceptibles d'être appliquées en cas de non remise de ce dossier en temps voulu. L'exploitant a été invité à se pencher rapidement sur ce dossier et sur les documents évoqués afin de pouvoir réaliser les investigations supplémentaires (si nécessaire) et de pouvoir se positionner au regard des meilleures techniques disponibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021
- la sortie du BREF TXT et la nécessité de remise d'un dossier de réexamen.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors constat, l'exploitant a exposé un projet de nouveau bâtiment afin de pouvoir stocker de façon plus pratique sur son site. Le positionnement au regard de la rubrique 1510 semblerait démontrer que le seuil des 500t de produits combustibles ne serait pas atteint (sur l'ensemble de l'établissement). Il conviendra toutefois d'apporter la preuve du caractère non combustible des produits finis mais également des fils en bobine. Dans le cas où le caractère non combustible serait démontré, le site ne serait pas soumis à la rubrique 1510. L'exploitant justifiera du non classement au titre de la rubrique 1510 ou déposera un porté à connaissance avant dépôt de la demande de permis de construire.

L'activité exercée sur site étant classée IED, le BREF TXT étant sorti en décembre 2022, la procédure de réexamen a été expliquée à l'exploitant. Ainsi le dossier de réexamen de cet établissement devra être déposé avant fin décembre 2023, sous peine de sanctions administratives et pénales. L'obligation de mise en conformité sous quatre ans sans possibilité de dérogation sur le délai a également été abordée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	rejet zéro	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article Article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription, proposition de délai supplémentaire	6 mois
3	procédure incendie	Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Article 8.4.2		Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	procédure incendie	Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Article 8.4.2	/	Sans objet
4	déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 5.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site va se conformer à l'arrêté de mise en demeure d'ici la fin de l'été 2023. Le contexte compliqué au niveau des travaux de gros oeuvre à réaliser peut expliquer le délai de réalisation.

Les procédures décrivant les actions à mener afin de gérer de façon satisfaisante les eaux d'extinction (analyses, information gestionnaire du réseau et orientation vers la bonne filière d'élimination) devront être établies.

Le suivi des déchets pourrait être amélioré et les bordereaux doivent être complétés de manière complète.

2-4) Fiches de constats**N° 1 : rejet zéro**

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets zéro
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE est mis en demeure de régulariser sa situation sous six mois: <ul style="list-style-type: none"> • Par le respect des dispositions applicables prévues à l'article 4.3.1 de l'arrêté d'autorisation : rejet zéro, • En cas d'impossibilité d'un rejet zéro, argumentée par une étude technico-économique, l'exploitant fournira un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Ce dossier s'attachera notamment à démontrer l'acceptabilité des rejets par le milieu.
Constats : Les effluents aqueux de l'entreprise SAMUEL ROCHE sont de deux natures: <ul style="list-style-type: none"> - les effluents non pigmentaires qui ne posent aucun soucis et sont traités par l'évapoconcentrateur. La partie concentrat est stockée puis éliminée en tant que déchets avec une fréquence d'enlèvement d'environ 1 fois toutes les 3 semaines. La partie condensat, pour sa part est réutilisée dans le process pour la création des bains de teinture. Cette partie représente environ 95 % du volume d'effluents. - les effluents pigmentaires nécessitent pour leur part l'utilisation de

<p>liants. Cette partie des effluents est impossible à traiter par évapoconcentration. Depuis la mise en demeure, l'exploitant a réalisé la séparation des réseaux afin de différencier ces deux qualités d'effluents. Pour l'instant ces effluents sont rejetés au réseau communal. Une convention a été passée entre l'exploitant et le gestionnaire. Pendant l'été 2023, au moment de l'arrêt d'activité de l'entreprise, il sera réalisé une fosse de reprise de ces effluents afin de les pomper et de les envoyer en destruction comme déchets. Fin de août 2023, l'établissement devra donc respecter le zéro rejet.</p> <p>Certains travaux ont pris du retard, car dans la situation actuelle, peu d'entrepreneurs acceptent de réaliser des devis valables à "longue échéance".</p> <p>L'étude technico-économique n'a pas lieu d'être dans la mesure où l'exploitant a apporté une solution pour être zéro rejets.</p> <p>Ainsi à l'échéance fin d'été 2023 le site respectera l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>NON corformité:</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 août 2021 de sont pas complètement respectées.</p> <p>95% du volume des effluents générés par l'activité sont effectivement en rejet zéro.</p> <p>Pour les 5% restant, l'exploitant s'est engagé de manière ferme à la réalisation des travaux pendant la coupure annuelle cet été.</p> <p>Devant l'ampleur des travaux déjà effectués et devant l'engagement pris par l'industriel pour une mise en conformité avant fin août 2023, l'inspection propose à madame la préfète de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'accorder à la société SAMUEL ROCHE un délai supplémentaire de 6 mois pour le passage en rejet zéro sur l'ensemble du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Proposition de délais supplémentaires à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : procédure incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, procédure incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit définir les procédures internes afin de détailler les modalités et les moyens : <ul style="list-style-type: none">- de détection des incidents,- d'obturation des réseaux d'eaux au niveau de leurs exutoires,- d'alerte et de mise en sécurité du personnel,
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure interne qui prévoit l'obturation de la vanne de sectionnement. La récupération de la clé de manœuvre est prévue avant même le déclenchement des cornes de brume d'alerte, et du regroupement du personnel, ainsi personne n'a nécessité de retourner dans les bâtiments. Les exercices sont effectués tous les 6 mois. Les responsables d'évacuation sont tous formés afin de connaître les emplacements de la clé et de la vanne. Ces exercices sont tracés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : procédure incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un registre spécial est tenu, sur lequel sont notés les procédures internes, les incidents de fonctionnement de ces dispositifs ainsi que les dispositions prises pour y remédier. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection ce registre spécial.
Constats : Les procédures nécessaires en cas d'incendie et qui retracent notamment les consignes à suivre pour la gestion des eaux d'extinction (analyses, alerte du gestionnaire du réseau, modalité d'évacuation ou de traitement des eaux) n'ont pas été réalisées. L'exploitant s'est engagé à les réaliser rapidement. La réalisation de cette procédure devra être effective sous trois mois. Une copie sera transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : existence d'un suivi chronologique des déchets
Constats : En ce qui concerne les déchets dangereux, l'exploitant utilise dorénavant le site Trackdéchets. Il n'existe pas à proprement de registre chronologique des expéditions de déchets. L'exploitant stocke des bordereaux de suivi. L'inspection s'est intéressé aux emballages souillés (métalliques ou plastiques) ayant contenu des encres potentiellement toxiques ou inflammables. Les bordereaux sont créés mais incomplètement remplis. L'exploitant est invité à faire compléter par la société SERMACO (intermédiaire), l'éliminateur final de ce déchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet